

17 avril 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution du Président de la République.

Françaises,  
Français,  
Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez, ce vendredi 14 avril, le Conseil constitutionnel a validé pour l'essentiel la loi sur nos retraites, et je l'ai donc logiquement promulguée. Les évolutions prévues par cette loi entreront en vigueur progressivement à partir de cet automne.

Adoptés conformément à ce que prévoit notre Constitution, ces changements étaient nécessaires, pour garantir la retraite de chacun et pour produire plus de richesses pour notre nation. Car en effet alors que le nombre de retraités augmente, que notre espérance de vie s'allonge, la réponse ne pouvait pas être de baisser les pensions, elle ne pouvait pas être non plus d'augmenter les cotisations de ceux qui travaillent, elle ne pouvait pas être comme je l'ai beaucoup entendu, de ne rien faire, car c'était lors laisser les déficits s'accumuler et notre dette augmenter pour les générations futures.

Ces changements sont nécessaires et constituent un effort, c'est vrai. Mais, il est accompagné de mesures de justice, d'améliorations concrètes pour ceux qui ont eu des carrières longues, exercé les métiers les plus durs, ou qui perçoivent des petites retraites.

Travailler tous progressivement un peu plus, comme l'ont d'ailleurs fait tous nos voisins européens, c'est aussi produire plus de richesses pour notre pays tout entier. C'est ce qui nous permet d'être plus forts, d'investir pour notre quotidien et pour notre avenir. Nous en avons besoin.

Pour autant, cette réforme est-elle acceptée ? A l'évidence, non. Et Malgré les mois de concertations, un consensus n'a pas pu être trouvé. Je le regrette. Nous devons en tirer tous les enseignements.

J'ai entendu dans les manifestations une opposition à la réforme des retraites mais aussi une volonté de retrouver du sens dans son travail, d'en améliorer les conditions, d'avoir des carrières qui permettent de progresser dans la vie.

Plus généralement, c'est une colère qui s'est exprimé, une colère, face à un travail qui, pour trop de Français, ne permet plus de bien vivre, face à des prix qui montent, du plein, des courses, de la cantine. Car malgré une mobilisation de l'Etat inédite en Europe, l'augmentation des prix pèse sur nos vies quotidiennes.

Cette colère c'est aussi une colère parce que certains ont le sentiment de faire leur part, mais sans être récompensés de leurs efforts, ni en aides ni en services publics efficaces.

C'est toute cette colère que de très nombreux Français ont exprimée en manifestant, et pour l'immense majorité, dans le calme et le respect de nos institutions. Personne et surtout pas moi ne peut rester sourd à cette revendication de justice sociale et de rénovation de notre vie démocratique en particulier exprimée par notre jeunesse.

La réponse ne peut être ni dans l'immobilisme ni dans l'extrémisme. Face à ces colères, à ce sentiment de déclassement et d'abandon, nous devons agir ensemble, au-delà des clivages, comme j'ai toujours cherché à le faire au service d'un cap clair : celui de notre indépendance et de la justice. Oui notre indépendance, d'abord, pour la France et pour l'Europe. Nous sommes un peuple qui entend maîtriser et choisir son destin. Nous ne voulons pas dépendre de qui que ce soit : ni des forces de la spéculation, ni des puissances étrangères, ni d'autres volontés que la nôtre. Et nous avons raison. Mais l'indépendance ne se décrète pas. Elle se bâtit par des ambitions, des efforts, au niveau national et européen, sur le plan du savoir, de la recherche, de l'attractivité, de la technologie, de l'industrie, de la défense. Et elle se finance collectivement par le travail.

Cette indépendance française et européenne est justement celle qui nous permettra d'obtenir plus de justice : que chacun récolte davantage de tous ses efforts, que les inégalités de départ soient mieux corrigées, que les vies soient moins empêchées, que les plus démunis soient davantage aidés.

C'est là le grand projet que je porte devant vous et avec vous : reconstruire et retrouver l'élan de notre nation. Ne rien céder aux divisions et au contraire, tenir ce cap pour notre indépendance au service de cette idée de justice si française, et ouvrir ou reprendre pour cela trois grands chantiers.

D'abord, le chantier du travail. Face au chômage, nous avons des résultats inédits et indiscutables. C'est le fruit des transformations de ces dernières années et de nos efforts à tous. Oui, nous avons créé en 6 ans, un million sept cent mille emplois pour notre pays. Après le succès de l'apprentissage pour nos jeunes, je veux désormais engager la réforme du lycée professionnel pour que le plus grand nombre de nos adolescents et de nos jeunes accèdent soit à des formations vraiment qualifiantes soit à l'emploi. Nous redoublerons aussi d'efforts pour ramener vers le travail le plus de bénéficiaires du revenu de solidarité active en les accompagnant mieux, de manière très concrète dans leurs vies.

Le travail doit aussi mieux payer. En six ans, nous avons décidé des hausses conséquentes du salaire minimum ou de la prime d'activité. Mais face à la situation que je viens de décrire, aux colères que je viens de rappeler, nous devons agir de manière plus vigoureuse. C'est pourquoi j'ai proposé de recevoir dès demain les organisations patronales et syndicales dès demain matin pour celles qui y sont prêtes et la porte sera toujours ouverte. Cela, afin d'ouvrir sans aucune limite, sans aucun tabou une série de négociations sur des sujets essentiels : améliorer les revenus des salariés, faire progresser les carrières, mieux partager la richesse, améliorer les conditions de travail, trouver des solutions à l'usure professionnelle, accroître l'emploi des seniors et aider aux reconversions. Ce nouveau pacte de la vie au travail sera construit dans les semaines et les mois qui viennent, par le dialogue social, et les accords très concrets au niveau national mais aussi au plus près du terrain que les organisations syndicales et patronales sauront trouver.

Plus largement, c'est par la réindustrialisation que nous retrouverons notre force et que nous créerons des emplois mieux payés. Là aussi nous avons des résultats tangibles, inédits. En France, dans des vallées et des cantons, des usines ouvrent à nouveau, 200 depuis deux ans ; là où notre pays s'était habitué à la désindustrialisation, nous recréons de l'emploi industriel et nous sommes devenus le pays le plus attractif en Europe pour les investissements ; notre nouvelle économie, plus verte, respectueuse de nos terres et de nos paysages, n'est pas un rêve, mais une réalité, qui nous permet de créer des emplois et de tenir nos engagements pour le climat. Grâce à la planification écologique qui sera dévoilée d'ici l'été, nous irons vers un nouveau modèle productif et écologique, dans l'agriculture, le bâtiment, l'économie circulaire, les transports, l'énergie et les technologies. Un cadre aussi, avec lequel nous serons mieux parés face aux événements climatiques, comme la sécheresse estivale.

Le Deuxième chantier est celui de la justice et de l'ordre républicain et démocratique. L'Etat de droit est notre socle. Il n'y a pas de liberté sans lois, ni sans sanctions envers ceux qui transgressent le droit des autres. Dans ce but, nous continuerons à recruter plus de 10 000 magistrats et agents, continuerons d'améliorer le fonctionnement de notre justice et nous sommes en train de créer 200 brigades de gendarmerie dans nos campagnes. Lutter contre toutes les formes de délinquance, contre toutes les fraudes, qu'elles soient sociales ou fiscales, sera aussi au cœur de l'action du gouvernement, avec des annonces fortes dès le début du mois de mai.

Nous renforcerons, aussi, le contrôle de l'immigration illégale tout en intégrant mieux ceux qui rejoignent notre pays.

Rénover l'ordre républicain et démocratique signifie également que nous devons lutter contre le sentiment persistant que voter ne serait plus décider. Je proposerai à cet égard en lien avec la Présidente de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Président du Conseil économique, social et environnemental, des grandes pistes pour que le fonctionnement de nos institutions gagne en efficacité mais aussi en participation citoyenne, comme nous venons d'ailleurs de le faire avec la convention citoyenne sur la fin de vie.

Le Troisième chantier enfin, est celui du progrès, progrès pour mieux vivre. Je veux que chacun d'entre vous retrouve la certitude que nos enfants pourront bâtir une vie meilleure. Et ce sont nos services publics qui devront porter cette espérance, de la petite enfance au grand âge.

Dès lors, l'Education nationale doit renouer avec l'ambition d'être l'une des meilleures d'Europe. Dès la rentrée, notre école va changer à vue d'œil : pour les enseignants, qui seront mieux rémunérés, pour les élèves, qui seront davantage accompagnés en français et en mathématiques, pour leurs devoirs, et pratiqueront plus de sport à l'école, pour les parents qui verront le remplacement systématique des enseignants absents.

Notre système de santé sera aussi profondément rebâti. Depuis six ans, 11 millions de Françaises et Français ont pu bénéficier du reste-à-charge zéro pour leurs lunettes, leurs appareils auditifs ou leurs prothèses dentaires. Nous avons mis fin au numerus clausus et nous avons massivement investi dans notre hôpital. Mais il faut des résultats concrets à court-terme. D'ici la fin de l'année, 600 000 patients atteints de maladie chronique qui n'ont pas de médecin traitant en disposeront. Et d'ici la fin de l'année prochaine, nous devons avoir désengorgé tous nos services d'urgence.

Et pour les quelques 10 millions d'entre vous qui vivez dans les quartiers les plus défavorisés, dans les zones rurales les plus en difficulté, dans nos territoires d'outre-mer, nous trouverons là encore des solutions concrètes

pour améliorer la vie quotidienne.

Mes chers compatriotes,

Ensemble, nous avons fait face à l'épidémie, à de nombreuses crises depuis 6 ans, à tant de périls. A chaque fois j'ai cherché à libérer les énergies, à protéger les plus faibles, à tenir l'unité du pays, avec le seul intérêt de la nation comme guide.

C'est le même esprit de responsabilité qui doit nous animer, au moment où nous avons à relever sans attendre les défis du changement climatique, du vieillissement, des désordre géopolitiques, de révolutions technologiques comme l'intelligence artificielle ou les algorithmes.

Je me rappelle il y a quatre ans, presque jour pour jour, je m'exprimais sous cette forme devant vous. Notre-Dame de Paris venait de bruler. Je vous disais dès le lendemain que nous rebâtirions en 5 ans. Que n'avais-je alors entendu ? Tous les commentateurs nous ont dit impossible, pourquoi ce cap intenable ? Eh bien, nous allons le faire, nous allons le faire parce qu'une décision a été prise mais parce qu'il y a eu la volonté de chaque jour et la mobilisation de tous, parce qu'il y a eu des milliers de femmes et hommes partout à travers le pays pour œuvrer ensemble et rebâtir. Il doit en être de même pour les grands chantiers de la nation.

C'est pourquoi, je sollicite toutes les forces d'action et de bonne volonté. Nos maires, nos élus, nos forces politiques, nos syndicats, tous ensemble. Je compte mieux les associer, en relançant dès le mois de mai des coalitions et alliances nouvelles, sur les bases solides du Conseil National de la Refondation, au plus près du terrain. Chacun d'entre vous avez un rôle à jouer. Il nous faut moins de lois, moins de bureaucratie, plus de liberté d'action, d'expérimentations, de pouvoir d'initiatives, à l'échelle de nos vies.

Oui, c'est cet élan national auquel je crois et ces trois chantiers prioritaires constituent la feuille de route du gouvernement que la Première ministre détaillera dès la semaine prochaine. Ces 3 chantiers doivent nous rassembler, rassembler les principaux responsables de la nation et je m'y impliquerai. Le 14 juillet prochain doit nous permettre de faire un premier bilan. Nous avons devant nous 100 jours d'apaisement, d'unité, d'ambitions et d'actions au service de la France.

C'est notre devoir.

Je vous fais confiance et je nous fais confiance pour y arriver.

Vive la République,

Vive la France.